

**Assemblée générale**

Soixante-dix-septième session

Documents officiels

Distr. générale
11 novembre 2022
Français
Original : anglais

Troisième Commission**Compte rendu analytique de la 2^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le jeudi 29 septembre 2022, à 15 heures

Président : M. Blanco Conde (République dominicaine)**Sommaire**Point 25 de l'ordre du jour : Développement social (*suite*)

- a) Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale (*suite*)
- b) Développement social, y compris les questions relatives à la situation sociale dans le monde et aux jeunes, aux personnes âgées, aux personnes handicapées et à la famille (*suite*)
- c) L'alphabétisation, enjeu vital : définir les futurs programmes d'action (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible à la Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org>).

22-22567 (F)



Merci de recycler



La séance est ouverte à 15 heures.

Point 25 de l'ordre du jour : Développement social
(suite)

- a) **Suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale** (suite) (A/77/175)
- b) **Développement social, y compris les questions relatives à la situation sociale dans le monde et aux jeunes, aux personnes âgées, aux personnes handicapées et à la famille** (suite) (A/77/61–E/2022/4, A/77/134 et A/77/166)
- c) **L'alphabétisation, enjeu vital : définir les futurs programmes d'action** (suite) (A/77/187)

1. **M. Lagdameo** (Philippines) dit que les droits et le bien-être des personnes sont les principes directeurs du plan de développement à long terme à l'horizon 2040 adopté par son pays (AmBisyon Natin 2040) et du plan de développement à moyen terme pour la période 2017-2022 qui l'accompagne. Si les Philippines enregistrent des progrès soutenus s'agissant de resserrer leur tissu social, de réduire les inégalités et d'accroître leur potentiel de croissance, la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19) risque de balayer les progrès accomplis sur plusieurs années. Le plan de développement du pays a été actualisé en 2021 pour tenir compte des nouveaux problèmes posés par la pandémie, sans que l'objectif de jeter les bases d'une croissance inclusive et d'une société résiliente ne soit remis en cause.

2. La COVID-19 a montré que l'on pouvait aider les sociétés à faire face aux difficultés à l'aide de programmes de développement social solides. C'est par exemple le cas du programme de transfert monétaire assorti de conditions, lancé aux Philippines en 2008 et promulgué en 2019, qui vise notamment à rendre les enfants pauvres moins vulnérables. À mesure que les sociétés se relèvent des nouvelles difficultés inédites induites par la pandémie, il faut veiller à ce que les enfants, les jeunes, les femmes, les migrants, les peuples autochtones, les personnes âgées et les personnes handicapées ne soient pas laissés pour compte. Le plan de développement actualisé des Philippines tient compte des besoins propres à ces groupes et des contributions importantes qu'ils peuvent apporter au développement durable.

3. **M^{me} Kinyungu** (Kenya) affirme que son gouvernement est déterminé à garantir le développement social de tous les Kényans et à s'attaquer à la question des conditions de vie des

populations et des groupes vulnérables et marginalisés. Le plan de développement à long terme intitulé « Kenya Vision 2030 » vise à bâtir une société juste et solidaire où toutes les personnes peuvent bénéficier d'un développement social équitable grâce à de grands projets dans les domaines de la protection sociale, de l'enseignement et de la formation, des services de santé, du logement et de l'urbanisation, de la sécurité alimentaire, du travail et de l'emploi, de l'inclusion financière et des sciences, des technologies et de l'innovation. Les groupes vulnérables trouvent un appui grâce à des initiatives de développement social, par exemple un programme national visant à fournir un filet de protection, un programme de protection contre la faim et le programme Inua Jamii de transfert en espèces. D'autres stratégies et systèmes, tels que le fonds pour l'entrepreneuriat des femmes, le fonds pour l'entrepreneuriat des jeunes, la stratégie de relèvement de la COVID-19 et de restructuration socioéconomique et le nouveau Fonds Hustler destinés aux microentreprises et petites et moyennes entreprises, visent à améliorer les moyens de subsistance des populations vulnérables et à encourager une reprise inclusive et résiliente au lendemain de la pandémie de COVID-19. En outre, les technologies numériques ont été mises à la disposition d'un grand nombre de personnes pendant la pandémie, ce qui a permis d'accroître l'efficacité et la productivité du pays, d'améliorer les modalités d'enseignement et d'apprentissage mixtes et d'assurer l'inclusion financière grâce aux systèmes d'argent mobile.

4. Le Kenya a mis en place des mesures pour promouvoir et protéger les droits humains et la dignité des femmes, des jeunes, des enfants, des personnes handicapées et des personnes âgées. L'éducation est une priorité essentielle du Gouvernement kényan, qui est résolu à améliorer l'acquisition des compétences de base par une réforme des programmes scolaires. Le Kenya a l'honneur de faire partie du comité consultatif du Sommet sur la transformation de l'éducation, qui s'est tenu récemment.

5. Malgré les avancées, des difficultés et des lacunes subsistent. Accablés par le service de la dette extérieure, les pays en développement risquent de voir leur progrès en matière de développement disparaître à cause de la pandémie de COVID-19 et des bouleversements qui en découlent. La délégation de l'intervenante propose de mettre en place des partenariats et des mesures de confiance pour favoriser un développement durable et inclusif, de veiller à ce que les fonds affectés au développement donnent la priorité à des transitions justes et à l'adaptation aux changements climatiques, en particulier pour les pays en développement, de donner

des moyens d'action aux femmes et aux filles, de tenir compte d'elles dans tous les volets du développement et de veiller à ce qu'elles restent au centre des initiatives et des politiques de développement social.

6. **M^{me} Moussane** (Pays-Bas), s'exprimant en tant que déléguée de la jeunesse, dit qu'elle a eu l'occasion, en tant que représentante de la jeunesse pour les droits humains et la sécurité auprès de l'Organisation des Nations Unies, de discuter avec Leyla, Nick et Inez, trois jeunes qui ont révélé certaines lacunes du système éducatif, du système de santé mentale et de l'environnement numérique de son pays. Enfant, puis jeune adulte, Leyla a fait l'objet de discriminations et de préjugés dans les systèmes d'éducation et de santé parce qu'elle est une femme et du fait de son milieu socioéconomique et culturel. Quant à Nick, après avoir attendu près d'un an pour avoir accès à des soins de santé mentale, il a été placé, à l'âge de 15 ans, dans un établissement de santé mentale qui ne lui a pas assuré un enseignement adapté à ses capacités et à ses besoins. L'oratrice a appris de l'expérience de Nick que, face à la crise de la santé mentale à laquelle sa génération se heurte, le système de santé mentale de son pays est dépourvu d'une approche systémique. Pour sa part, à 16 ans, Inez a connu le cyberharcèlement et le harcèlement sexuel en ligne, ce qui signifie que son pays ne met pas à disposition les outils adéquats permettant aux jeunes de faire face aux problèmes posés par Internet et les médias sociaux.

7. La coopération intergénérationnelle et les échanges de connaissances sont nécessaires si l'on veut que les jeunes soient la dernière génération à faire face à de telles lacunes ; les jeunes doivent faire partie de la solution. Étant donné que les politiques ne sont pas toujours pérennes, que les générations futures ne sont pas toujours prises en considération et que les politiques ont des incidences différentes selon les générations, les délégués de la jeunesse ont créé un test permettant de mesurer les effets des politiques de l'ONU sur les générations actuelles et futures avant leur mise en œuvre. Les États sont instamment priés de participer à l'élaboration de ce test et de considérer les jeunes comme des partenaires à part entière dans les négociations et l'élaboration des politiques.

8. **M^{me} Pereira Portilla** (Colombie) déclare que les conflits et les changements climatiques ont des effets particulièrement délétères sur les taux de pauvreté et ralentissent la réalisation des engagements pris en matière de développement social partout dans le monde. Le développement social exige que des progrès soient faits en priorité dans la lutte contre les changements climatiques, compte tenu des effets néfastes des économies sur la nature, et dans l'adoption de stratégies

visant à promouvoir la paix et le bien-être collectif. La Colombie est fermement résolue à réaliser le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Les États doivent veiller à ce que les crises, y compris la pandémie de COVID-19, ne creusent pas les inégalités sociales, en particulier dans les zones rurales. Des politiques sont nécessaires pour cibler les besoins propres aux populations défavorisées et réactiver les programmes et services sociaux interrompus pendant la pandémie. Pour qu'il soit durable, le relèvement doit mettre les femmes, les enfants, les jeunes, les personnes âgées, les personnes handicapées, les populations rurales et les peuples autochtones au centre de la lutte contre l'extrême pauvreté.

9. Il faut en outre mettre en place des stratégies pour prévenir la discrimination intersectionnelle. À cet égard, la Colombie met en place des modèles de soins pour les groupes les plus vulnérables ; elle a récemment signé l'instrument d'adhésion à la Convention interaméricaine sur la protection des droits de l'homme des personnes âgées et soutient les travaux du Groupe de travail à composition non limitée sur le vieillissement. Afin de garantir le plein exercice des droits des femmes et de soutenir les diverses configurations que peut prendre la famille, la Colombie a officialisé son retrait de la Déclaration de consensus de Genève sur la promotion de la santé de la femme et le renforcement de la famille.

10. Le Gouvernement colombien s'efforce de donner aux jeunes l'accès à une éducation publique, gratuite et universelle et de garantir la participation politique. La Colombie estime qu'il est essentiel d'envisager l'apprentissage sous un angle multiculturel, notamment en proposant des programmes d'alphabétisation et d'autres programmes éducatifs dans les langues autochtones et en mettant l'accent sur les savoirs autochtones, afin de promouvoir la diversité linguistique et culturelle.

11. **M^{me} Iileka** (Namibie) dit que sa délégation soutient les activités que le Secrétaire général mène sans relâche pour que soient mises en œuvre les recommandations figurant dans son rapport intitulé « Notre Programme commun », qui met l'accent sur les mesures propres à revitaliser le multilatéralisme, de manière à résoudre les problèmes interdépendants du XXI^e siècle. Sa délégation salue en outre la création du Bureau des Nations Unies pour la jeunesse et félicite le Secrétaire général pour sa proposition, à savoir de se réunir au Sommet de l'avenir pour réfléchir aux futurs problèmes et perspectives des générations d'aujourd'hui et de demain. Le Sommet devrait se tenir dans les meilleurs délais possibles.

12. Le Gouvernement namibien alloue une grande part de son budget national à l'enseignement, compte tenu de son importance pour l'édification d'une nation industrialisée prospère à l'horizon 2030. La Namibie a toujours accordé la priorité à ce secteur grâce à l'élaboration de politiques et l'affectation de ressources humaines et financières. Dans le droit fil du Sommet sur la transformation de l'éducation, tenu récemment, elle est attachée à un leadership porteur de transformation et tient à garantir l'accès aux technologies numériques inclusives et à élaborer une stratégie pour trouver des modes de financement et de mobilisation de ressources novateurs.

13. Depuis son indépendance, en 1990, la Namibie a réalisé des progrès notables en matière de réduction de la pauvreté, la proportion de la population vivant sous le seuil de pauvreté national ayant diminué par deux. Cependant, des obstacles profondément ancrés subsistent. La période antérieure à 1990, au cours de laquelle la majorité noire a systématiquement été empêchée de prendre pleinement part aux activités économiques, continue de modeler la société et l'économie du pays, ce qui limite les progrès sur les plans économique et social. À cet égard, la Namibie reste parfaitement consciente des vulnérabilités auxquelles font face les pays en développement. Son appartenance à la catégorie des pays à revenu intermédiaire supérieur rend difficile la mobilisation de ressources à l'appui du financement de ses objectifs de développement. La méthode consistant à diviser le produit intérieur brut du pays par sa faible population, qui donne un revenu par habitant élevé, est une méthode inappropriée qu'il convient de revoir de toute urgence, étant donné qu'elle ne tient pas compte des grandes disparités de revenus entre les populations blanches prospères et les populations noires pauvres, conséquence d'un siècle de colonialisme et d'occupation sous un régime d'apartheid.

14. Comme de nombreux pays en développement, la Namibie reste vulnérable aux effets asymétriques des changements climatiques. Les graves sécheresses limitent la production agricole et se traduisent par une diminution drastique des récoltes, ce qui aggrave les déficits alimentaires structurels, et une plus grande dépendance vis-à-vis des denrées alimentaires importées, dont les prix sont susceptibles de varier. Les États doivent agir de manière décisive pour réduire les émissions de carbone et préserver la planète et ses habitants. Pour que la transition énergétique soit juste, les pays en développement doivent avoir de réelles possibilités d'accéder durablement aux ressources naturelles dont ils disposent.

15. **M^{me} Alvarado** (Mexique), s'exprimant en tant que déléguée de la jeunesse, dit que le monde traverse une crise économique, sociale et environnementale majeure – notamment en raison de la pandémie de COVID-19 en cours – qui est exacerbée par la situation géopolitique ; pour surmonter cette crise, toutes les personnes doivent connaître le progrès, le développement et la prospérité. Il est également nécessaire de garantir l'accès aux droits économiques et sociaux, compte tenu des principes d'universalité, d'interdépendance, d'indivisibilité et de progressivité des droits humains. Le Mexique a mis en place des programmes de protection sociale visant à lutter contre les inégalités et à corriger les pratiques discriminatoires.

16. La protection des jeunes est une priorité du Mexique. Pour que les jeunes puissent exploiter pleinement les possibilités qui s'offrent à eux, il faut renforcer leur capacité de leadership, d'action et de participation dans toute leur diversité. Dans le cadre de l'initiative « Voluntad Joven », 30 000 jeunes contribuent à des activités éducatives et au mouvement national en faveur de l'alphabétisation. En ce qui concerne les personnes âgées, un total de 16,8 % de la population mexicaine aura plus de 60 ans à l'horizon 2050. Le Gouvernement mexicain continue de soutenir directement les pensions des personnes âgées, en garantissant une aide au niveau constitutionnel et en donnant la priorité aux personnes âgées en situation de handicap. Les familles jouent un rôle central dans le renforcement de la cohésion sociale et le développement personnel et éducatif. Le Mexique reconnaît les familles dans toute leur diversité.

17. La délégation de l'intervenante réaffirme son engagement en faveur du développement social, dans l'intérêt de tous les individus et toutes les sociétés et aux fins du bon fonctionnement du multilatéralisme, et mesure les liens étroits qui existent entre le développement et les droits humains.

18. **M. Sharma** (Inde) dit que la pandémie de COVID-19 a eu de graves répercussions sur l'action menée collectivement pour atteindre les objectifs de développement durable à l'horizon 2030. Dans un monde globalisé, où les conséquences des crises survenant dans des régions lointaines sont ressenties par tous, les États doivent collaborer pour mieux reconstruire et pérenniser les progrès socioéconomiques. Dans ce contexte, le Programme 2030 a été intégré dans les systèmes de gouvernance nationaux et locaux et dans les ménages indiens ; ainsi, 331 millions de personnes supplémentaires ont eu accès à un meilleur assainissement, 233 millions de personnes supplémentaires ont eu accès à un combustible de cuisson propre, la couverture électrique est passée de 88 à 97 % de la population, plus de 500

millions de personnes ont une couverture sanitaire et le taux de mortalité des moins de 5 ans a diminué de 16 %.

19. Dans le cadre du programme national de développement social, des technologies numériques ont été déployées pour améliorer la prestation de services publics. C'est par exemple le cas du système biométrique d'identification unique Aadhaar, qui couvre plus de 95 % de la population du pays et facilite l'accès aux services de protection sociale. En outre, plus de 460 millions de personnes, dont plus de 55 % de femmes, ont pu ouvrir un compte bancaire dans le cadre de l'initiative d'inclusion financière portée par le Gouvernement, et 200 millions de femmes ont pu bénéficier de prestations pendant la pandémie de COVID-19. D'autres progrès ont été enregistrés, notamment la mise en place du plus vaste programme au monde de logements abordables en faveur des pauvres, d'un système public de distribution de rations sèches gratuites dont 800 millions de personnes bénéficient, d'un système de garantie d'emploi en milieu rural, d'un plan d'approvisionnement des ménages ruraux en eau courante à l'horizon 2024, et d'une initiative visant à effectuer 94 millions de raccordements gratuits au gaz de cuisson afin de protéger les femmes et les enfants contre la pollution de l'air intérieur.

20. En matière d'enseignement, la politique nationale de l'Inde pour 2020 est articulée autour de quatre piliers (accès, équité, qualité et responsabilité) et s'accompagne d'un plan visant à jeter de solides bases pour l'innovation. Le nombre de start-ups en Inde, qui compte parmi les plus grands écosystèmes de start-ups au monde, est passé de 471 en 2016 à 72 993 en juin 2022. En outre, l'Inde renforce ses partenariats de développement avec d'autres pays en développement dans le cadre de la coopération Sud-Sud, notamment grâce au Fonds de partenariat Inde-Nations Unies pour le développement.

21. **M^{me} Fadlon** (Israël), s'exprimant en tant que déléguée de la jeunesse, dit qu'il n'est pas possible de promouvoir le développement social sans s'attaquer à la crise climatique. Elle a récemment travaillé en partenariat avec le Ministère israélien des affaires étrangères et l'Université hébraïque de Jérusalem pour organiser un hackathon sur la durabilité, l'occasion pour plus de 300 étudiants de réfléchir à des solutions aux changements climatiques et aux moyens d'atteindre les objectifs de développement durable. En outre, Israël a nommé un envoyé spécial pour les changements climatiques et encourage les solutions multilatérales pour faire face à ce phénomène mondial. Le Ministère des finances et le Ministère de l'agriculture ont lancé, en collaboration avec la Banque interaméricaine de

développement, un programme de subventions grâce auquel des entreprises du secteur des technologies agricoles aident les pays d'Amérique latine et des Caraïbes à faire face aux problèmes liés aux changements climatiques.

22. La politique israélienne de développement social vise à répondre à divers besoins. Selon la Commission pour l'égalité des droits des personnes handicapées, il existe en Israël 427 organisations qui aident les personnes handicapées, lesquelles représentent environ 20 % de la population. Ces organisations fournissent des services dans divers domaines, notamment la musique, le sport et l'enseignement. En outre, pour que les personnes âgées aient les mêmes chances, un plan national a été lancé : plus de 30 millions de dollars ont été investis dans des logements pour les personnes âgées et dans les services liés à la santé mentale et à l'emploi.

23. Dispenser un enseignement de qualité, axé sur l'éducation à la démocratie, est une priorité d'Israël, comme en témoigne la création d'un prix, décerné par le président, qui vise à promouvoir l'éducation par des partenariats et par un plan d'action en la matière mis en œuvre par l'Institut israélien pour la démocratie. Les écoles des minorités religieuses et ethniques israéliennes proposent un enseignement dans la langue maternelle des élèves et sont entièrement financées par l'État ; les écoles arabes chrétiennes se classent parmi les meilleurs établissements scolaires du pays. Des organisations de la société civile, telles que GoEco, permettent à des milliers de volontaires d'offrir leurs compétences, notamment à des fins d'alphabétisation dans les pays défavorisés.

24. **M^{me} Banaken Elel** (Cameroun) dit que sa délégation se félicite de ce que le rapport du Secrétaire général sur la réalisation et le suivi des objectifs de l'Année internationale de la famille ([A/77/61](#)) mette l'accent en particulier sur le lien entre les technologies numériques et la famille. En tant qu'unité de base de la société, la famille est essentielle à la cohésion d'un pays et au bien-être de chacun de ses membres, notamment les enfants, qui ont besoin d'un père et d'une mère pour leur développement affectif et psychosocial. La famille fait face à de nombreux défis. Outre ceux énumérés dans le Plan d'action du Caire, la pandémie de COVID-19 et le développement sans précédent des technologies de l'information et des communications posent de nouveaux défis, notamment en ce qui concerne le caractère dangereux ou inapproprié de certains contenus, l'exploitation en ligne et la dépendance à Internet. Les parents se posent souvent comme le premier rempart face à la cybercriminalité mêlant les enfants. Comment dès lors justifier les tentatives de plus en plus nombreuses visant à affaiblir le rôle des parents

et de la famille ? Pourquoi tenter de soustraire les enfants à un contrôle parental sain et utile de nature à les protéger des risques liés aux technologies de l'information et de la communication sous prétexte de respecter leur droit à la vie privée et de promouvoir leur autonomie ?

25. Aux termes de la Convention relative aux droits de l'enfant, la famille, unité fondamentale de la société et milieu naturel pour la croissance et le bien-être de tous ses membres et en particulier des enfants, doit recevoir la protection et l'assistance dont elle a besoin pour pouvoir jouer pleinement son rôle dans la communauté. Le Cameroun l'a bien compris, et c'est pourquoi son dispositif législatif protège à la fois la famille traditionnelle comme institution et les membres de la famille à titre individuel.

26. Le développement social est essentiel pour les objectifs de développement durable, et la famille joue un rôle fondamental dans le développement social. Le trentième anniversaire de l'Année internationale de la famille, en 2024, est l'occasion de renforcer la protection accordée à la famille traditionnelle par des politiques qui réaffirment l'autorité des parents sur leurs enfants mineurs. Les États devraient réfléchir au lien entre le développement social, le numérique et la famille. En outre, il faut redoubler d'efforts pour réduire la fracture numérique entre les pays et améliorer l'accès des familles à Internet et aux appareils numériques afin d'exploiter toutes les possibilités qu'offrent les technologies de l'information et des communications s'agissant de promouvoir et de protéger la famille.

27. **M^{me} Flores Tello** (Panama) déclare que le développement social et la lutte contre la pauvreté et les inégalités sont des thèmes centraux du programme national du Panama, pays déterminé à promouvoir des politiques sociales globales pour assurer le développement et le bien-être de sa population. Depuis le début de la pandémie de COVID-19, un processus de transformation est en cours, lequel passe par l'innovation et l'application de nouveaux modes d'interaction, de travail, d'apprentissage et de coexistence. Au Panama, l'accent a été mis sur le relèvement et la croissance durable dans l'intérêt des groupes les plus vulnérables.

28. Une politique publique en faveur d'un développement global, économique et durable a permis de jeter les bases de la lutte contre la pauvreté et les inégalités. Dans ce cadre, plus de 300 districts présentant un indice de pauvreté multidimensionnelle élevé ont bénéficié de mesures dans des domaines tels que la nutrition, l'eau, l'enseignement, le logement, les activités génératrices de revenus, le sport, la culture, la protection de

l'environnement et les infrastructures. Programme de transfert d'argent, le plan de solidarité du Panama a été salué par la Banque interaméricaine de développement, l'Organisation des États américains, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture pour son action en matière de lutte contre l'extrême pauvreté malgré la pandémie.

29. Le Gouvernement panaméen mesure le rôle fondamental des jeunes et se félicite de la création du Bureau des Nations Unies pour la jeunesse. Dans ce contexte, une nouvelle politique pour la jeunesse a été mise en place dans le pays, au terme d'un processus de consultation auquel ont participé plus de 2 800 jeunes, dont les propositions ont été analysées par le Programme des Nations Unies pour le développement. Le Panama est déterminé à garantir le plein exercice des droits des jeunes et la participation directe de ceux-ci aux décisions qui les concernent.

30. Le Panama a pris des mesures importantes pour parvenir à une inclusion sociale totale, en lançant des initiatives pour promouvoir les droits des personnes handicapées dans tous les domaines de la vie, conformément à la Convention relative aux droits des personnes handicapées. Il s'efforce en outre d'éliminer l'analphabétisme, phénomène socioéconomique et culturel observé dans les zones autochtones et rurales qui touche une majorité de femmes. Le programme « Muévete por Panamá » a permis d'alphabétiser plus de 79 000 Panaméens et Panaméennes, dont 3 506 dans les 36 derniers mois ; la moitié des bénéficiaires du programme sont des femmes.

31. **M. Ly** (Finlande), s'exprimant en tant que délégué de la jeunesse, dit que ses parents ont fui leur Viet Nam natal à l'âge de 22 ans, et que c'est un honneur pour lui d'incarner leur histoire et leur héritage en tant que réfugiés. Selon le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, plus de 89 millions de personnes dans le monde ont été forcées à fuir de chez elles ; sur ce nombre, 27 millions sont des réfugiés, dont la moitié environ a moins de 18 ans, et plus de 4 millions sont des demandeurs d'asile. Le monde connaît la pire crise liée aux réfugiés depuis la Seconde Guerre mondiale, conséquence des échecs en matière de préservation de la paix et de la sécurité. L'agression de l'Ukraine par la Russie et les conflits en Afghanistan et en Palestine sont des exemples des menaces qui pèsent sur la paix et la sécurité mondiales.

32. Plutôt que de travailler de concert pour trouver les solutions nécessaires pour aider les réfugiés et les demandeurs d'asile, les États se disputent pour savoir à qui incombe la responsabilité d'agir. Les discussions

autour des réfugiés et des demandeurs d'asile ont polarisé les nations, d'où l'augmentation des discours racistes et xénophobes et des violences contre les minorités. En outre, le nombre de réfugiés et de demandeurs d'asile s'accroît en raison des conflits. Compte tenu des délais de traitement souvent longs, les jeunes réfugiés et demandeurs d'asile se retrouvent dans une situation incertaine, et risquent donc d'être victimes de traite et d'exploitation. Les familles sont souvent séparées, et le retour forcé de demandeurs d'asile a déjà été synonyme de danger de mort.

33. L'accès aux droits humains fondamentaux est insuffisant dans le secteur de l'éducation et du travail, dans la mesure où seulement 6 % des réfugiés entrent dans l'enseignement supérieur. Dans de nombreux pays, des personnes subissent des discriminations en matière d'accès à l'emploi ou à l'éducation, et la discrimination intersectionnelle a des effets durables sur les jeunes réfugiés et demandeurs d'asile. Il est nécessaire de mener des politiques humaines, de raccourcir les délais de traitement et de comprendre que les réfugiés et les demandeurs d'asile ne forment pas un groupe homogène. Il faut en outre s'efforcer de mieux saisir les obstacles auxquels ces personnes se heurtent dans l'accès à l'emploi, et mettre en place des politiques et des programmes ciblés permettant de résoudre ces problèmes. Des lois et des accords internationaux doivent être adoptés pour protéger les réfugiés et les demandeurs d'asile contre toutes les formes de violence, notamment par l'incrimination des discours de haine raciste. La Finlande figure parmi les 21 pays qui procèdent à la réinstallation de réfugiés par l'intermédiaire du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, et l'orateur encourage les autres pays à en faire de même.

34. **M. Giles** (Irlande), s'exprimant en tant que délégué de la jeunesse, dit que, bien que la protection contre les changements climatiques ait souvent été considérée comme contraire aux objectifs de développement, le Programme 2030 offre des moyens d'aller de l'avant et met en évidence les besoins à combler dans un monde en proie aux inégalités, à la pauvreté et à l'injustice. Les partenariats multilatéraux visant à atteindre les objectifs de développement durable sont plus importants que jamais pour parvenir à un monde plus égalitaire, plus stable et plus juste pour tous. Les États doivent s'efforcer de créer des sociétés inclusives, dotées de mécanismes et de systèmes permettant d'accueillir et de valoriser la diversité et de garantir une participation active et digne de ce nom. Le développement social doit garantir l'égalité des chances et donner aux groupes sous-représentés, notamment aux personnes handicapées et aux membres de la

communauté LGBTI+ (lesbiennes, gays, bisexuels, transgenres, intersexes et autres), les moyens de participer aux prises de décisions.

35. Conformément au principe énoncé dans la Convention relative aux droits de l'enfant visant à garantir, en droit international, le droit des enfants d'être entendus, l'Irlande a mis en place un cadre national permettant aux enfants et aux jeunes de participer aux prises de décisions.

36. **M^{me} Gill** (Irlande), s'exprimant en tant que déléguée de la jeunesse, dit que l'égalité des genres est nécessaire pour protéger les droits humains et parvenir au développement social. L'engagement durable de son pays en faveur de l'autonomisation des femmes et des filles se reflète dans la politique nationale et étrangère de celui-ci, notamment dans la stratégie nationale en faveur des femmes et des filles, qui vise à promouvoir l'égalité socioéconomique, à intégrer l'égalité des genres dans la prise de décisions et à lutter contre la violence faite aux femmes, et dans le plan d'action national pour les femmes et la paix et la sécurité. L'Irlande est en outre résolue à donner suite aux recommandations figurant dans le rapport établi par son assemblée citoyenne sur l'égalité des genres.

37. L'insécurité alimentaire et la malnutrition touchent encore de manière disproportionnée les femmes et les filles dans le monde entier. Dans ce contexte, l'Irlande a récemment annoncé qu'elle verserait au Fonds des Nations Unies pour l'enfance une contribution supplémentaire de 50 millions de dollars sur trois ans, dans le but d'accélérer l'action mondiale en matière de détection précoce, de prévention et de traitement de la malnutrition des enfants. Les États sont instamment invités à prendre des mesures similaires pour briser le cycle de la pauvreté et promouvoir le développement durable via des investissements dans les pays à faible revenu. Les jeunes subissent les conséquences durables de la pandémie, notamment en matière d'interruption de carrière, et les jeunes femmes forment une part disproportionnée des personnes concernées, ce qui a pour effet de creuser les inégalités existantes. En investissant dans des moyens d'enseignement et de formation numériques, les États Membres pourraient renforcer la résilience des populations face aux futures crises, notamment celles liées aux changements climatiques.

38. **M. Milambo** (Zambie) dit que les conflits, les changements climatiques et la pandémie de COVID-19 ont nui au développement social en Zambie, fait progresser la pauvreté dans les groupes vulnérables, notamment les personnes âgées, les personnes handicapées, les femmes, les enfants et les jeunes, ainsi

que la demande de services sociaux. La pandémie a causé des décès et une perte de moyens de subsistance, en particulier chez les travailleurs peu qualifiés et les professionnels du tourisme et du vaste secteur non structuré de l'économie, et on a constaté une augmentation notable de la violence fondée sur le genre à l'égard des femmes et des filles. Le Gouvernement zambien a réagi sur tous les plans notamment en proposant des transferts d'urgence en espèces pour les personnes travaillant dans le secteur informel et pour les ménages qui comptaient des enfants ayant des besoins particuliers. Ces transferts ont été conçus pour assurer la continuité des revenus des ménages, améliorer la sécurité alimentaire, réduire la pauvreté et éradiquer la faim, l'accent étant mis sur les personnes vulnérables. Le nombre de dossiers à traiter a presque doublé entre 2019 et 2022, et près de 70 % des personnes en situation d'extrême pauvreté devraient recevoir une aide financière avant la fin 2022 ; pour les personnes handicapées, le montant du transfert est doublé.

39. Pour promouvoir et protéger les droits des personnes handicapées, le Gouvernement zambien a mis au point un système informatique de gestion du handicap permettant de compiler des renseignements sur les personnes handicapées et de rationaliser les services qui leur sont proposés. Il a également instauré un système de quotas, de sorte qu'au moins 10 % des bénéficiaires de tous les programmes soient des personnes handicapées. En ce qui concerne les jeunes, il mesure l'importance de leur participation à tous les stades du développement grâce à des organisations, des coopératives et des programmes visant à leur donner des moyens d'action.

40. **M^{me} Espinoza Madrid** (Honduras) dit que le développement social est particulièrement important pour son pays, qui a subi 13 années de dictature, des fraudes électorales, une pandémie et de multiples catastrophes naturelles. La population nationale, qui s'établit à 9,6 millions d'habitants, compte 51,3 % de femmes et 8,6 % d'autochtones et de personnes d'ascendance africaine. Les plus de 65 ans et les adolescents et les jeunes représentent respectivement 6 % et 29,8 % de la population. Après treize années d'une dictature protégée par la communauté internationale, la dette publique nationale a été multipliée par six et le taux de pauvreté a atteint un niveau inédit dans l'histoire du pays, à savoir 74 % de la population. Quatre Honduriens et Honduriennes sur dix sont en situation d'extrême pauvreté, principalement dans les zones rurales. Pour que le pays survive, il lui faut rejeter l'austérité, qui entraînerait une augmentation considérable des inégalités.

41. Sous la présidence actuelle, le pays se construit selon une vision humaniste, empreinte de dignité et de souveraineté, dans un esprit de solidarité avec les autres pays pour faire respecter les droits humains et l'intérêt commun. L'ordre mondial arbitraire actuellement en place est inacceptable ; des pays se considérant comme civilisés envahissent d'autres, mènent des guerres et se livrent à la spéculation financière, provoquant une inflation responsable de grandes souffrances dans d'autres pays. Conformément au Programme de développement durable à l'horizon 2030, le Gouvernement hondurien s'attache à lutter contre la pauvreté, notamment grâce à un réseau de solidarité, des politiques visant à améliorer la nutrition, une loi érigeant l'énergie en bien public et la promotion des droits des travailleurs et des travailleuses. Pour parvenir au développement durable, il n'y a pas d'autre choix que d'adopter un autre modèle économique, souverain et humaniste, et des stratégies extrêmement efficaces qui profitent aux groupes les plus vulnérables.

42. **M. Romero Puentes** (Cuba) dit que la pandémie de COVID-19 a mis en évidence la médiocrité de l'ordre international injuste en place. L'exclusion du Sud et les difficultés rencontrées par de nombreux pays en développement pour ce qui est de se relever de la pandémie menacent les maigres progrès accomplis en matière de développement social. La communauté internationale doit intensifier la coopération, les transferts de ressources et de technologies et la solidarité avec le Sud si elle souhaite atteindre les objectifs fixés dans le Programme 2030, à savoir l'élimination de la pauvreté, la réduction des inégalités, la promotion de l'emploi productif et du travail décent et l'édification de sociétés plus inclusives. Si les richesses ne sont pas réparties équitablement et si des mesures coercitives unilatérales sont appliquées contre le Sud, il ne peut y avoir de développement social.

43. Les engagements pris au Sommet mondial pour le développement social (Copenhague, 1995) sont toujours d'actualité, tout comme le Plan d'action international de Madrid de 2002 sur le vieillissement et le Programme d'action mondial pour la jeunesse à l'horizon 2000 et au-delà. La délégation de l'intervenant soutient le Groupe de travail à composition non limitée sur le vieillissement et le nouveau Bureau des Nations Unies pour la jeunesse. La protection des droits des personnes handicapées, des personnes âgées, des jeunes et des familles reste une priorité pour Cuba. La Constitution nationale de 2019 a encore renforcé les droits de ces personnes et la responsabilité de l'État vis-à-vis de ces groupes. Le vieillissement de la population figure parmi les principaux problèmes sociodémographiques du pays, dans la mesure où l'espérance de vie y atteint

78,45 ans et où, à l'horizon 2035, 32,5 % de la population devrait avoir plus de 60 ans. On s'attache par ailleurs à améliorer les programmes de soins complets pour les personnes handicapées, les enfants et les jeunes, afin que les conditions nécessaires soient réunies pour que ces personnes exploitent pleinement leur potentiel. Un nouveau code de la famille, ratifié à la suite d'un référendum, consacre et protège tous les types de familles, y compris les unions entre personnes de même sexe, contribue à lutter contre toutes les formes de discrimination et de violence, promeut l'égalité des genres et renforce la protection des enfants et les droits des personnes handicapées et des personnes âgées.

44. Pour obtenir des résultats concrets concernant le bien-être de son peuple, Cuba a dû surmonter les graves obstacles dressés par le blocus économique, commercial et financier imposé par les États-Unis depuis plus de six décennies. Cette politique d'hostilité, contraire à la Charte des Nations Unies et au droit international, constitue le principal frein au développement et pèse directement sur l'exercice des droits humains et la qualité de vie du peuple cubain, en particulier des personnes âgées, des personnes handicapées, des femmes et des enfants. Cependant, comme le peuple l'a démontré à maintes reprises, et pas plus tard qu'avec le référendum populaire sur le code de la famille, rien ne peut l'empêcher de bâtir une société juste où tout le monde a sa place et de suivre la voie qu'il a librement choisie.

45. **L'archevêque Caccia** (Observateur du Saint-Siège) affirme que la dimension sociale du développement, qui est un prérequis essentiel d'un développement intégral centré sur les personnes, suppose que les États ne se limitent pas aux moyennes et statistiques nationales et veillent à ce que chacun puisse s'épanouir. Une telle vision de l'épanouissement humain se fonde sur la valeur intrinsèque de chaque individu, quels que soient son milieu, ses besoins ou son origine, raison pour laquelle il est essentiel de garantir le développement humain intégral de toutes les personnes, à chaque âge et à chaque étape de la vie. On ne peut aborder le développement social selon une approche globale sans que des mesures appropriées et opportunes ne soient prises pour éradiquer la pauvreté. Beaucoup trop de personnes ont encore des difficultés à satisfaire leurs besoins essentiels au quotidien, situation aggravée par la pandémie de COVID-19 et encore exacerbée par les conflits, le chômage, l'inflation et l'insécurité alimentaire croissante. Les États doivent s'efforcer d'atténuer les effets multidimensionnels de la pauvreté, notamment grâce à des systèmes de protection sociale solides, et s'attaquer à ses causes profondes.

46. Les programmes de protection sociale, qui pourraient contribuer à réduire la pauvreté en s'attaquant aux facteurs qui la perpétuent, devraient être adaptés aux populations locales et conçus pour répondre à leurs besoins. À cet égard, il est important de rappeler qu'aux termes de la Déclaration universelle des droits de l'homme, la famille est l'élément naturel et fondamental de la société et a droit à la protection de la société et de l'État. La famille constitue le meilleur environnement pour le développement des enfants, les mères et les pères offrant des contributions uniques et irremplaçables. Elle est également le premier et parfois le seul soutien que les personnes en situation de vulnérabilité peuvent obtenir, notamment les personnes handicapées et les personnes âgées. Les programmes de protection sociale devraient aider les familles à prendre soin des plus faibles et non se substituer à elles.

47. L'éducation est le principal vecteur du développement humain intégral, car elle rend les individus libres et responsables. Tout le monde sans exception doit donc pouvoir bénéficier d'un enseignement de qualité. Toutefois, les récentes perturbations des systèmes éducatifs causées par la pandémie de COVID-19, en particulier dans les pays en développement, où les élèves n'ont pas accès aux technologies numériques nécessaires pour continuer d'apprendre, sont profondément préoccupantes. Les enfants pauvres, les enfants handicapés et les enfants migrants ou réfugiés sont le plus en difficulté. La communauté internationale doit investir dans la formation professionnelle et les programmes éducatifs et s'attacher en particulier à ce que tout le monde sache lire, écrire et compter. Si chacun devrait pouvoir contribuer à la société par le travail, bon nombre de jeunes peinent à trouver un emploi après avoir terminé leurs études. Les jeunes doivent avoir des possibilités d'emploi et d'entrepreneuriat, et les problèmes que rencontrent les personnes âgées et les personnes handicapées au travail devraient être pris en compte.

48. **M^{me} Bafrani** (République islamique d'Iran) dit que sa délégation prend note du rapport du Secrétaire général sur la suite donnée au Sommet mondial pour le développement social et à la vingt-quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale ([A/77/175](#)), et notamment de ce que le rapport met l'accent sur l'importance du multilatéralisme et sur le fait que la coopération et la solidarité internationales, fondées sur la responsabilité conjointe et la confiance mutuelle, sont essentielles pour assurer un reprise équitable et résiliente. Indépendamment des différents contextes et des différents niveaux de développement, la pandémie de COVID-19 a considérablement compromis la capacité des pays de fournir des services essentiels de

qualité, notamment dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'emploi et de la protection sociale. Ses effets disproportionnés sur les pays en développement sont évidents et indiscutables. Il faut renforcer la solidarité internationale et la coopération multilatérale pour venir à bout des inégalités qui existent dans les pays et d'un pays à l'autre, ce qui accélérera les mesures de relèvement face à la pandémie et aux crises socioéconomiques.

49. Dans le rapport qu'elle a remis au Conseil des droits de l'homme, à sa cinquante et unième session, concernant la visite qu'elle a effectué en République islamique d'Iran (A/HRC/51/33/Add.1), la Rapporteuse spéciale sur les effets négatifs des mesures coercitives unilatérales sur l'exercice des droits de l'homme a souligné que les sanctions économiques avaient fragilisé les efforts déployés à l'échelle nationale en vue d'atteindre l'autosuffisance économique comme suite aux pressions socioéconomiques induites par les sanctions, et avaient fait progresser la pauvreté, exacerbé les inégalités socioéconomiques et rendu insuffisantes les ressources destinées à satisfaire les besoins élémentaires des personnes ayant de faibles revenus et d'autres personnes vulnérables, notamment les personnes ayant une maladie rare ou grave, les personnes handicapées, les personnes âgées, les migrants et les réfugiés, les ménages dirigés par des femmes et les enfants.

50. Malgré l'imposition de sanctions économiques par les États-Unis, qui agissent au mépris du multilatéralisme et remettent en cause l'ordre international fondé sur des règles, l'Iran a pris des mesures efficaces pour réduire les effets négatifs des mesures coercitives unilatérales tout en tenant compte de la situation liée à la pandémie et à l'après-pandémie, notamment la demande accrue dans les domaines de la santé, de l'éducation et de la protection sociale. Le Gouvernement iranien a mis en place un ensemble de mesures globales, notamment des transferts en espèces, des interventions ciblées pour soutenir les petites entreprises et les entrepreneurs, une extension des filets de protection sociale et des dispositions visant à alléger la dette des entreprises et des ménages vulnérables et à leur accorder des prêts à taux zéro.

51. La délégation de l'intervenante souligne que les jeunes apportent des contributions utiles aux sociétés de demain et insiste sur la nécessité de donner des moyens d'action aux jeunes, compte tenu notamment de leurs besoins, leurs priorités et leurs problèmes. Des stratégies doivent être mises en œuvre à tous les niveaux pour éradiquer la pauvreté et la faim et prendre en compte la résilience de la société et de la famille. La délégation de l'intervenante réaffirme soutenir les

travaux essentiels de la Commission du développement social. Le système des Nations Unies doit répondre aux problèmes et aux besoins des pays en développement en matière de développement social, en particulier ceux qui découlent de la pandémie. Pour faciliter et accélérer l'application des mesures prises pour faire face à la crise socioéconomique, améliorer les conditions de vie des personnes et lutter contre les inégalités, les États doivent mettre l'accent sur le multilatéralisme et dénoncer les mesures coercitives unilatérales.

52. **M. Aidid** (Malaisie) dit que, du fait de la pandémie de COVID-19, des conflits et des changements climatiques, des pays ont connu des régressions dans divers domaines, y compris le développement social. Les inégalités se sont creusées, et un grand nombre de personnes et de familles souffrent de la pauvreté et de la faim. La Malaisie n'a pas été épargnée. Afin d'atténuer de tels effets, le Gouvernement malaisien a lancé un plan pour la période 2021-2025 ayant pour thème une Malaisie prospère, inclusive et durable. Ce plan vise à éliminer l'extrême pauvreté et à donner des moyens d'agir aux femmes, aux jeunes, aux personnes âgées, aux peuples autochtones et aux personnes en situation de handicap, entre autres groupes de personnes. L'avancement des femmes devrait permettre à la Malaisie de faire passer le taux d'activité des femmes de 55,6 % à 59 % d'ici à 2025, d'accroître leur participation à la vie économique et de renforcer leur rôle dans les organes de décision.

53. La Malaisie élabore un nouveau plan national d'autonomisation économique des jeunes qui a pour objectif d'améliorer l'employabilité des jeunes en leur permettant de se former et d'accroître leurs compétences. Elle s'emploie également à promulguer des lois visant à protéger les droits des personnes âgées, à mettre en place un système de soins complets, à améliorer la prestation de soins et à faire en sorte que les villes répondent mieux aux besoins des personnes âgées.

54. Afin que sa population autochtone (les Orang Asli), puisse véritablement participer au développement économique, la Malaisie élabore un programme global de développement axé sur l'éducation. Des programmes spécifiques concernant l'emploi et l'entrepreneuriat sont également mis en place afin de donner plus de moyens aux personnes âgées, notamment en améliorant l'accessibilité et en renforçant la protection offerte par le système d'assurance.

55. **M^{me} Sanabud** (Thaïlande), s'exprimant en qualité de déléguée de la jeunesse, dit que les jeunes savent gré aux responsables du monde entier qui ont, lors de la semaine de haut niveau de la session en cours de

l'Assemblée générale, pris le ferme engagement de mettre à profit la créativité et l'énergie des jeunes, porteuses de transformation, et une culture du volontariat. Elle ajoute que les jeunes apporteront leur contribution afin que ces promesses se concrétisent. L'adoption par consensus de la résolution [76/306](#) de l'Assemblée générale relative à la création du Bureau des Nations Unies pour la jeunesse montre qu'il est urgent de promouvoir une réelle participation des jeunes à l'ensemble des activités des entités des Nations Unies.

56. L'éducation est un droit. Sans éducation de qualité accessible à toutes et à tous, les jeunes se heurtent à des obstacles de taille qui entravent leur accès à l'emploi et leur capacité à façonner un avenir meilleur, pour eux et pour la société. Il faut innover dans le domaine de l'éducation, en adoptant de nouvelles normes et en utilisant la technologie dans les salles de classe. Une attention particulière et l'assistance requises doivent être apportées aux écoles qui sont dépourvues de matériel informatique et n'ont pas accès au numérique.

57. **M^{me} Viriyapongsri** (Thaïlande), s'exprimant en qualité de déléguée de la jeunesse, dit que les jeunes ont salué l'adoption, lors du Sommet sur la transformation de l'éducation, de la Déclaration de la jeunesse sur la transformation de l'éducation. La demande d'investissements dans l'éducation au service du développement durable, dans l'ensemble des programmes scolaires, notamment dans l'éducation aux changements climatiques, les a particulièrement motivés. Les pouvoirs publics doivent continuer de faire participer les jeunes à la lutte contre les changements climatiques et tirer pleinement parti des idées et solutions créatives de la jeunesse afin de bâtir une société plus résiliente face aux changements climatiques. Le Ministère thaïlandais des ressources naturelles et de l'environnement a récemment lancé une initiative pour inviter les jeunes à s'attaquer aux problèmes environnementaux grâce à des solutions novatrices fondées sur la science et la technologie.

58. Les jeunes doivent pouvoir apporter une contribution, sur un pied d'égalité, afin de tracer leur avenir commun, tant au niveau national qu'à l'ONU. Ils doivent avoir voix au chapitre aux futures réunions des Nations Unies, notamment en 2024, lors du Sommet de l'avenir.

59. **M^{me} Al-Thani** (Qatar) dit que son pays adopte, en matière de développement, une approche axée sur la protection et la promotion des droits humains pour tous, sans discrimination. De nombreuses lois et décrets ont donné des résultats concrets dans tous les domaines du développement social, en vue de réaliser la Vision nationale du Qatar pour 2030.

60. Le Qatar se réjouit d'accueillir en 2028 le quatrième Sommet mondial sur le handicap, organisé en collaboration avec l'International Disability Alliance. Il est prêt à accueillir les supporters de football à la Coupe du monde de la Fédération internationale de football association (FIFA) de 2022. Ce tournoi sera le plus accessible aux personnes en situation de handicap qui n'ait jamais été organisé.

61. Les jeunes sont au cœur des politiques de développement du Qatar et une place leur est faite dans les programmes internationaux de développement et d'aide humanitaire que le pays met en œuvre dans un grand nombre de pays. Ces 10 dernières années, l'aide versée grâce au Fonds qatari pour le développement s'est élevée à environ 980 millions de dollars et des millions de jeunes et d'enfants en ont bénéficié dans 65 pays.

62. Le Qatar a joué un rôle de premier plan dans les préparatifs du Sommet sur la transformation de l'éducation, tenu en septembre 2022. Il a organisé des consultations nationales et accueilli les consultations préparatoires pour la région arabe et l'Asie de l'Ouest. Lors du Sommet, deux initiatives ont été lancées, l'une par le Ministère de l'éducation et de l'enseignement et l'autre par la Fondation Education Above All, en coopération avec la Banque mondiale, le Partenariat mondial pour l'éducation et la Sierra Leone. La première a trait à la localisation de l'éducation pour un avenir durable et la seconde aux mécanismes de financement novateurs pour l'éducation.

63. Il importe d'adopter des politiques sociales et économiques axées sur la famille étant donné que la famille joue un grand rôle dans la réalisation d'un développement social inclusif et durable. Le Qatar se réjouit d'accueillir en 2024 la conférence internationale visant à célébrer le trentième anniversaire de l'Année internationale de la famille.

64. **M. Malovrh** (Slovénie) dit que, pour s'attaquer aux défis démographiques dans le pays, le Gouvernement slovène a adopté une stratégie fondée sur la notion de vieillissement actif en bonne santé et mis en place un conseil pour le vieillissement actif et la coopération intergénérationnelle. Ce conseil est responsable de la mise en œuvre de la stratégie. Le vieillissement actif est notamment promu en Slovénie par Third Age University (université du troisième âge), un mouvement regroupant des volontaires qui a pour objectif de donner aux personnes âgées accès à l'éducation et à la culture. À l'initiative du Gouvernement slovène, qui les cofinance, des centres multigénérationnels ont été créés en vue de promouvoir l'inclusion sociale et de prévenir l'exclusion sociale.

65. La Slovénie trouve encourageant l'important travail accompli par les mécanismes des Nations Unies relatifs aux droits humains, en particulier par les organes conventionnels qui ont cherché à s'attaquer aux questions touchant les personnes âgées. Cependant, plusieurs de ces questions n'ont pas bénéficié de l'attention voulue. Il est évident que les normes et règles existantes doivent être mieux appliquées et que le cadre juridique international en la matière doit être renforcé. Le renforcement de la protection et de la promotion des droits humains des personnes âgées doit faire partie de l'action menée pour reconstruire une société qui soit plus égalitaire et mieux adaptée aux besoins des personnes âgées.

66. **M. Ciglaric** (Slovénie), s'exprimant en qualité de délégué de la jeunesse, dit que la participation des jeunes aux activités bénévoles a chuté dans son pays, ce qui a amené des organisations à mettre fin à de telles activités. Jamais depuis des décennies les jeunes n'ont été aussi peu enclins à participer à la vie politique et à militer. La crainte d'être victime de discrimination, le manque de programmes de mentorat et une opinion publique défavorable à leur participation dans ces domaines empêchent les jeunes de faire entendre leur voix. Les mesures prises récemment à l'ONU afin de faire une plus grande place aux jeunes sont encourageantes mais insuffisantes.

67. **M. Portorreal Brandao** (République dominicaine) dit que le Programme 2030 joue un rôle important dans la protection sociale et le développement économique. Cet outil est en effet indispensable pour élaborer des politiques publiques en vue d'éliminer la pauvreté, de réduire les inégalités et de promouvoir un développement inclusif. Il faut continuer de mettre en œuvre des stratégies efficaces afin d'éliminer la pauvreté, la faim et la malnutrition et de promouvoir l'inclusion sociale de façon à atteindre les objectifs de développement durable et à rendre possible la participation des personnes les plus défavorisées.

68. Les jeunes sont de véritables agents de changement dans le cadre des efforts multilatéraux. Leur participation pleine, égale et véritable à la prise de décisions est donc essentielle. L'adoption de la résolution de l'Assemblée générale portant création du Bureau des Nations Unies pour la jeunesse a renforcé la volonté d'avancer sur la voie d'une Organisation qui soit avec et pour les jeunes.

69. Le Gouvernement dominicain a adopté des mesures et politiques économiques et sociales visant à aider les populations les plus vulnérables et a élaboré des programmes destinés à promouvoir le développement durable. En ce qui concerne les

personnes en situation de handicap, qui ont les mêmes droits inhérents, universels et inaliénables à une santé satisfaisante, il a mis en œuvre des politiques de santé publique, sans aucune forme de discrimination, garantissant l'accessibilité des services aux personnes ayant un handicap et a adopté un plan afin qu'elles puissent avoir accès à un logement décent et à la propriété. Des pensions de solidarité sont accordées aux personnes en situation de handicap, aux mères célibataires sans emploi et aux personnes âgées. Diverses mesures sont mises en œuvre pour garantir le bien-être et l'inclusion des personnes âgées, qui bénéficient par exemple de rations et compléments alimentaires. Des incitations économiques sont en outre proposées afin que les personnes âgées puissent vivre en famille.

70. Le Gouvernement dominicain a mis en œuvre des politiques visant à faire face à la pandémie de COVID-19 de manière inclusive et résiliente, tout en s'employant à éliminer la faim. Des initiatives prises dans le contexte de la pandémie dans le domaine de l'alimentation sont devenues des politiques publiques qui sont renforcées et élargies.

71. **M. Vongnorkeo** (République démocratique populaire lao) dit que les groupes de pays en situation particulière, dont les capacités et ressources sont limitées, ont du mal à faire face aux chocs extérieurs, notamment à la pandémie de COVID-19. Les efforts entrepris afin de mettre en œuvre le Programme 2030 et de garantir à tous les droits élémentaires et fondamentaux, en particulier les droits à une alimentation adéquate, à la nutrition, à une eau propre et à l'assainissement, à un logement décent, à l'égalité d'accès à l'éducation et aux services de santé, ont également été compromis. L'écart de la pauvreté se creuse et de multiples difficultés entravent la réalisation d'un développement social et économique inclusif.

72. La République démocratique populaire lao est aux prises avec les lourdes conséquences de catastrophes naturelles. Des zones agricoles étendues et des infrastructures ont été détruites, notamment des routes locales, ce qui rend l'accès aux écoles et aux centres de soins de santé extrêmement difficile. Dans ses plans socioéconomiques, le Gouvernement lao a donné la priorité absolue à la lutte contre les changements climatiques et à la protection de l'environnement à long terme. Les ministères compétents et les autorités provinciales ont travaillé en collaboration étroite avec de multiples parties prenantes afin d'apporter les secours d'urgence aux populations touchées et aux personnes les plus vulnérables, notamment les femmes, les enfants, les personnes âgées et les personnes en situation de handicap.

73. Le Gouvernement lao met en œuvre un plan quinquennal de développement socioéconomique, une stratégie nationale et une vision, donnant la priorité à un développement social inclusif et à l'élimination de la pauvreté. Il continue de s'employer à titre prioritaire à transformer l'éducation, notamment afin d'améliorer l'indice du capital humain, un des principaux seuils de sortie de la catégorie des pays les moins avancés. Dans le cadre de la stratégie nationale, une vaste réforme du secteur de l'éducation a été entreprise afin d'améliorer les normes nationales et de rendre l'éducation accessible à tous.

74. **M^{me} Le Thoa Thi Minh** (Viet Nam) dit que son pays soutient le rôle central joué par l'Organisation, qui conduit l'action internationale menée afin de relever les défis mondiaux actuels, et participe activement aux efforts visant à atteindre les objectifs communs des Nations Unies, notamment en matière de développement social, tout en garantissant et en promouvant les droits humains.

75. La création d'emplois décents et d'autres activités génératrices de revenus et l'accès à une éducation de qualité et à l'apprentissage tout au long de la vie sont des moyens de s'attaquer aux multiples causes de la pauvreté et des inégalités. Des prêts à des conditions préférentielles doivent être accordés aux entreprises et aux employés afin d'aider à rétablir, préserver et créer des emplois tout en mettant l'accent sur la mise en place d'infrastructures de formation de qualité. Il faut faciliter l'inclusion sociale des personnes défavorisées et leur participation à la vie sociale. Les cadres juridiques et les politiques devraient viser à réduire la pauvreté et les inégalités, à améliorer les capacités et le bien-être des personnes et à garantir des moyens de subsistance durables pour tous. La communauté internationale et les partenaires de développement doivent renforcer la coopération multinationale, respecter leurs engagements relatifs à l'aide publique au développement et envisager des mécanismes équitables et efficaces de résolution des crises de la dette.

76. Les efforts que le Viet Nam a fait en vue d'atteindre les objectifs de développement durable ont donné de bons résultats malgré de nombreuses difficultés socioéconomiques. Le Gouvernement vietnamien a réalisé de grands progrès dans la lutte contre la pandémie de COVID-19 tout en garantissant la sécurité sociale, le droit à la santé, les droits sociaux et le droit à l'éducation. Le Viet Nam, qui a réussi à réduire la pauvreté, est souvent donné en exemple dans ce domaine. Il compte parmi les 30 premiers pays à avoir adopté une approche multidimensionnelle pour lutter contre la pauvreté. Le Gouvernement vietnamien s'est montré fermement déterminé à lutter contre les

changements climatiques et notamment à tenir les engagements pris au titre de l'Accord de Paris et le nouvel engagement pris en vue d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050.

77. Le Viet Nam souhaite contribuer plus efficacement aux efforts communs visant à protéger et promouvoir les droits humains et le développement social, et va présenter sa candidature aux élections au Conseil des droits de l'homme pour le mandat 2023-2025.

78. **M^{me} Makgati** (Afrique du Sud) dit que son pays subit les effets néfastes des crises mondiales, multiples et corrélées, dans les secteurs de l'alimentation, de l'énergie et des finances. La pandémie de COVID-19 a ruiné les efforts faits au niveau national en vue d'éliminer la faim et la pauvreté. Le Gouvernement sud-africain et les organisations non gouvernementales ont fourni différentes formes d'aide afin d'atténuer les répercussions sociales de la pandémie. Des fonds pour l'aide sociale en cas de catastrophe ont été proposés sous la coordination du Gouvernement et d'autres acteurs des services sociaux.

79. L'Afrique du Sud estime, comme le Secrétaire général, qu'il faut renforcer le multilatéralisme, en particulier dans le cadre de la mise en œuvre du Programme 2030. Elle a facilité l'élaboration de la résolution sur les aspects sociaux du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique, une des deux résolutions que la Commission du développement social a, à sa soixantième session, recommandé au Conseil économique et social d'adopter.

80. Dans son plan de développement socioéconomique, le Gouvernement sud-africain a fixé des cibles de développement pour tous les secteurs, et la protection sociale figure parmi les 14 principaux résultats stratégiques à moyen terme visés. Ce plan prévoit des subventions sociales, la gratuité de l'éducation dans les écoles n'imposant pas de frais de scolarité, un programme de nutrition en milieu scolaire et l'accès à des services essentiels tels que l'eau propre et l'électricité. L'objectif est de faire sortir les personnes concernées de la pauvreté et de faire en sorte que leurs dépenses liées aux services de base soient moins lourdes.

81. L'Afrique du Sud s'engage à mettre en œuvre la recommandation du Secrétaire général tendant à parvenir progressivement à l'accès universel aux services de base et à la protection sociale au moyen des mesures susmentionnées et d'autres services sociaux, qui représentent 60 % du montant total des dépenses de l'État. Le programme gouvernemental de protection sociale concerne plus de 18 millions de citoyens, les plus démunis, dont 11,3 millions d'enfants et plus de 4 millions de personnes âgées.

82. Le Gouvernement sud-africain continuera d'investir dans les capacités des femmes et des filles tout en s'employant à prendre sans tarder des mesures pour combler l'écart entre les genres et garantir aux femmes et aux filles l'accès plein et égal à l'éducation, aux soins de santé et à la protection sociale ainsi que l'accès à l'emploi et à un travail décent. L'Afrique du Sud fera également connaître des moyens de se redresser après la pandémie et de se préparer aux crises futures, à l'ONU et ailleurs.

83. **M^{me} Rodríguez Mancía** (Guatemala) dit que, pour s'attaquer efficacement aux problèmes complexes et de plus en plus interdépendants qui se sont multipliés ces dernières années du fait de la pandémie, des inégalités et des changements climatiques, une nouvelle approche porteuse de transformation s'impose. Le développement social doit être une priorité car le développement économique n'est possible qu'avec le développement social et humain.

84. Le Gouvernement guatémaltèque a donné la priorité aux mesures visant à renforcer les services de santé, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, les services liés au logement, l'éducation et la science et la technologie, ainsi qu'aux programmes destinés aux personnes âgées et aux personnes en situation de handicap. Les efforts ont été axés en particulier sur l'élimination de la malnutrition chronique dans le pays, par la consolidation des programmes de protection sociale, le renforcement de la production locale et la promotion de l'éducation à une alimentation saine.

85. Il faut trouver des solutions pour assurer la continuité de l'éducation face à des défis sans précédent, en mettant l'accent sur le développement du jeune enfant. Les programmes d'alimentation scolaire doivent être renforcés car ils ont des conséquences directes sur la vie des enfants et de leurs familles. Des bourses d'études doivent être proposées afin d'encourager les jeunes à se spécialiser de façon à améliorer leurs perspectives d'emploi.

86. Il faut s'attaquer aux difficultés liées à la mobilisation des ressources afin de garantir un relèvement inclusif et à dimension humaine. Les pays en développement, notamment les pays à revenu intermédiaire, doivent avoir davantage accès aux financements et au transfert de technologies, ce qui facilitera la réalisation des objectifs de développement durable.

87. Les jeunes représentent une part importante de la population du pays. Des investissements suffisants et soutenus sont nécessaires afin d'aider les jeunes et de garantir leur participation dans tous les secteurs. Il faut également promouvoir les droits des personnes âgées et

tenir l'engagement pris de permettre aux personnes âgées de vivre dans la dignité, sans être maltraitées ni abandonnées.

88. **M^{me} Baptista Grade Zacarias** (Portugal) dit qu'un relèvement inclusif après la pandémie de COVID-19 et d'autres crises doit être axé sur les droits économiques, sociaux et culturels. La promotion de la pleine réalisation de ces droits est depuis longtemps une priorité pour son pays. Tous les États doivent ratifier le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et le Protocole facultatif s'y rapportant.

89. En 2021, sous la présidence portugaise du Conseil de l'Union européenne, le Sommet social a eu lieu à Porto. Le Portugal attend avec intérêt le Sommet social mondial, annoncé par le Secrétaire général dans son rapport intitulé « Notre Programme commun », qui devrait être organisé en 2025.

90. Le Portugal réaffirme son ferme soutien au Bureau des Nations Unies pour la jeunesse créé récemment. Des mesures concrètes et efficaces doivent être prises pour garantir la participation effective et diversifiée des jeunes dans tous les domaines d'activité des entités des Nations Unies.

91. La pandémie de COVID-19 a touché de manière disproportionnée les personnes âgées, en particulier dans des sociétés vieillissantes, tel le Portugal. La pandémie a rappelé à la réalité les décideurs et les spécialistes des droits humains, qui sont de plus en plus conscients des lacunes et des limites du cadre normatif international de la protection des droits humains des personnes âgées. La discrimination fondée sur l'âge est persistante et structurelle et les États doivent la combattre. Le Portugal convient donc que des négociations doivent être engagées en vue d'élaborer un instrument international juridiquement contraignant visant à protéger et promouvoir les droits humains de toutes les personnes âgées.

92. **M. Esatia** (Géorgie), s'exprimant en qualité de délégué de la jeunesse, dit qu'il est difficile d'envisager l'avenir ou de penser au développement dans un contexte éprouvant. Sa ville natale, Gali, est touchée par un conflit ; la Charte des Nations Unies et les principes fondamentaux du droit international y sont enfreints de façon éhontée et les jeunes y sont privés de leurs droits fondamentaux, notamment le droit à une éducation de qualité et à une éducation dans leur langue maternelle.

93. Le monde entier observe les effets de la terrible guerre, non provoquée, que la Russie mène contre l'Ukraine et se rappelle qu'il a le devoir de contribuer à l'instauration d'une paix et d'une sécurité durables.

Pour faire face à l'agresseur, une position ferme, une unité sans faille et un objectif louable s'imposent.

94. Dans une situation aussi instable, les jeunes doivent saisir toutes les occasions qui s'offrent à eux, être résilients et avoir le courage de relever les défis. L'orateur déclare que, quel que soit le problème à régler, sa génération opte non pas pour les armes mais pour le dialogue. La jeunesse géorgienne plaide pour les négociations et la réconciliation.

95. Les objectifs de développement durable offrent des possibilités de réunir les jeunes malgré les divergences de vue. D'après le rapport du Secrétaire général intitulé « Notre Programme commun », jamais dans l'histoire le monde n'a compté autant de jeunes : on en dénombre actuellement 1,8 milliard. Le potentiel d'un grand nombre d'entre eux n'est pas mis à profit, mais la création du Bureau des Nations Unies pour la jeunesse donne espoir.

96. **M^{me} Chignesse** (Belgique), s'exprimant en qualité de déléguée de la jeunesse, dit que le monde a besoin de la jeunesse, qui doit faire partie des solutions pour mettre en œuvre le Programme 2030 et atteindre les 17 objectifs de développement durable qui y sont énoncés, mais que la jeunesse est en souffrance aux quatre coins du monde. En souffrance car vivant dans des zones de guerre et de conflits, en souffrance car face à un déni de droits humains fondamentaux, mais aussi en souffrance car en manque d'égalité.

97. Pour atteindre tous les autres objectifs, la réalisation de l'objectif relatif à l'égalité des genres et à l'autonomisation des femmes et des filles est centrale. D'après un rapport récent des Nations Unies, il faudra probablement 300 ans pour atteindre l'égalité des genres au rythme où évolue la situation actuellement. Sans investissements et engagements sérieusement accrus, les objectifs ne seront pas atteints d'ici 2030 et pourraient ne jamais être atteints. Le soutien politique et financier des États Membres est nécessaire pour atteindre les objectifs et l'égalité, notamment en garantissant une éducation de qualité pour toutes et tous.

98. **M^{me} Coppens** (Belgique), s'exprimant en qualité de déléguée de la jeunesse, dit que la santé mentale est une autre préoccupation partagée par la jeunesse belge. La santé mentale et le bien-être sont le cinquième objectif pour la jeunesse, et l'Organisation mondiale de la Santé a souligné qu'il fallait accroître la capacité des jeunes à faire face aux problèmes de santé mentale. Les défis sont actuellement nombreux, la pandémie en fait partie, et il faut donc trouver d'urgence des moyens d'améliorer la santé mentale des jeunes. Le monde dans lequel la jeunesse vit est de plus en plus numérisé. En conséquence, les enfants s'isolent et les jeunes se

sentent davantage contraints de faire ce qui est attendu d'eux, même en pleine pandémie. Des enquêtes menées par des conseils de la jeunesse en Belgique ont montré que les jeunes voulaient briser le tabou relatif à la santé mentale. Les responsables politiques doivent donner la priorité aux mesures préventives, proposer une aide adaptée et facilement accessible, prêter davantage attention aux effets qu'ont les problèmes sociaux sur le bien-être des jeunes, en particulier parmi les groupes vulnérables, et soutenir les jeunes qui travaillent et enseignent.

99. **M^{me} Tariello** (Italie), s'exprimant en qualité de déléguée de la jeunesse, dit que la société trouverait avantage à ce que les jeunes aient la possibilité de contribuer activement à façonner l'avenir. La distance entre les jeunes et les principaux organes de décision ne cesse de s'accroître. Un engagement durable doit être pris pour améliorer le dialogue entre les jeunes et les institutions. L'amélioration du système éducatif, la possibilité de suivre des cours axés sur des problèmes tels que les changements climatiques, l'accès aux droits humains fondamentaux et l'éducation pour tous sont des moyens de faire naître chez les jeunes un sentiment d'appartenance à la société.

100. L'Italie a organisé, lors de la vingt-sixième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, une manifestation parallèle intitulée « Youth4Climate: Driving Ambition » qui a réuni 400 jeunes participants invités à partager des idées et à faire des propositions en vue de trouver des solutions à la crise climatique. Forte de cette expérience, l'Italie a organisé, lors de la semaine de réunion de haut niveau de la session en cours de l'Assemblée générale, une manifestation parallèle axée sur la participation des jeunes.

101. Les formulations employées par les institutions paraissent souvent trop obscures, ce qui fait obstacle à la participation des jeunes à de nombreux programmes, par ailleurs excellents, et empêche les institutions comme les jeunes de tirer parti de leurs activités respectives. Pour accroître la participation des jeunes, ceux-ci doivent avoir accès à de plus amples informations sur le Programme 2030 et les objectifs de développement durable, dès l'école primaire. Le travail remarquable de l'Envoyée du Secrétaire général pour la jeunesse, la création du Bureau des Nations Unies pour la jeunesse et le Sommet sur la transformation de l'éducation, tenu à New York en septembre 2022, sont des pas dans la bonne direction. L'Organisation des Nations Unies doit donner l'exemple et permettre aux jeunes cadres, étudiants et citoyens, de participer à la prise de décisions aux côtés des gouvernements de leur pays.

102. **M. Altarsha** (République arabe syrienne) dit que le socle social de son pays, petit et aux ressources limitées, repose sur de solides traditions et la solidarité entre les différents groupes sociaux. Toute politique avisée visant à assurer le développement social doit donner aux membres de la société les moyens d'exercer leurs droits.

103. Les personnes âgées, les personnes en situation de handicap et les jeunes font partie des groupes sociaux les plus touchés par la guerre terroriste menée contre la République arabe syrienne et par les facteurs extérieurs tels que les mesures économiques coercitives illégales imposées unilatéralement. Le Gouvernement continue néanmoins de mettre en œuvre un ensemble de vastes réformes visant à établir un cadre réglementaire et institutionnel. Ses politiques économiques et sociales sont axées sur le développement des infrastructures et la mise en œuvre de programmes ciblés, pour toutes les composantes de la société, en vue de parvenir à un développement équilibré et durable. Le Ministère des affaires sociales et du travail est responsable de l'administration du secteur social et du marché du travail par la mise en place d'un système de protection sociale dont les trois piliers sont l'assurance sociale et les soins de santé, la prise en charge des blessés, des familles des martyrs et des groupes vulnérables, et la contribution aux programmes d'aide sociale destinés aux pauvres. Dans toutes les provinces, des services de protection sociale de qualité sont fournis aux groupes vulnérables et marginalisés dans des centres et instituts relevant du Ministère.

104. Pour créer des conditions propices au développement social, une étroite coopération entre les entités nationales et internationales est nécessaire. Il faut aussi appuyer l'action que la communauté internationale mène afin de réduire l'écart de développement entre les pays et aider les pays en développement à parvenir au développement durable. Malgré les sanctions économiques imposées, la République arabe syrienne continue d'appliquer ses plans visant à éliminer la pauvreté et le chômage, à donner aux femmes les moyens de participer à la vie politique, civique, économique et culturelle, à promouvoir l'inclusion sociale, et à renforcer les capacités des institutions syriennes.

105. **M. Tsogblo** (Togo) dit que, d'après les conclusions de l'enquête harmonisée sur les conditions de vie des ménages au sein de l'Union économique et monétaire ouest-africaine publiées en 2019, l'indice de la pauvreté dans son pays est passé de 58,7 % en 2011 à 45,5 % en 2019. Cependant, le niveau toujours élevé de l'indice de pauvreté démontre que le contexte socioéconomique reste marqué par la persistance de la pauvreté au sein

d'une large majorité de la population. Le Gouvernement togolais a donc intensifié l'action menée dans le cadre de son programme national de développement, qui est assorti d'une feuille de route visant à faire du Togo une nation moderne avec une croissance inclusive et durable à l'horizon 2025. Ce programme a notamment pour objectif la réduction de la vulnérabilité en prenant en compte les besoins vitaux de la population dans l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies et programmes de développement. Pour atteindre cet objectif, le Gouvernement togolais a mis en place un fonds national de finance inclusive, un projet de développement des filets sociaux et des services de base ainsi qu'un projet d'appui aux populations vulnérables et un mécanisme incitatif de financement agricole fondé sur le partage des risques, ce qui a permis de favoriser davantage l'accès des différents segments de la population, en particulier les jeunes et les femmes, aux services financiers.

106. Dans le cadre des mesures prises pour soulager les personnes vulnérables exposées aux conséquences de la COVID-19, le Gouvernement togolais a mis en place un programme de transferts monétaires électroniques, dont les femmes ont été majoritairement bénéficiaires. Un programme de développement sanitaire comprenant le programme de la couverture sanitaire universelle et une plateforme numérique pour prendre en charge gratuitement les femmes enceintes et les nouveau-nés en vue de réduire la mortalité maternelle et néonatale, en adéquation avec les objectifs de développement durable, est en cours d'exécution.

107. Le renforcement de la protection de la femme contre les discriminations et les violences basées sur le genre et l'atténuation des pesanteurs socioculturelles ont amélioré considérablement les capacités contributives de la population féminine au développement du pays. Les personnes handicapées sont pleinement intégrées dans la stratégie de développement, d'éducation et de santé. Le Gouvernement togolais a également pris plusieurs initiatives en faveur des jeunes, notamment la formation des jeunes en entrepreneuriat et l'octroi de crédits aux jeunes entrepreneurs.

108. **M. Sahraoui** (Algérie) dit que le développement social est un des trois piliers du développement durable et indispensable à la prospérité économique car il garantit le développement pour tous et renforce le contrat social entre l'ensemble des composantes de la société. L'élément social doit être pris en compte dans toute tentative d'élaboration d'un nouveau contrat social et les modèles économiques post-COVID-19 doivent être fondées sur la justice sociale.

109. L'Algérie applaudit à la recommandation du Secrétaire général concernant l'organisation d'un sommet social mondial en 2025 et souligne qu'il importe de suivre l'approche tracée au Sommet mondial pour le développement social et d'éviter de séparer le volet social du volet développement. Le futur sommet doit être axé sur la mobilisation des ressources et l'établissement de liens entre le développement social et les objectifs de développement durable.

110. Depuis qu'il a recouvré sa souveraineté, l'État algérien attache une grande importance au développement social. Il s'est employé à mettre en place un système économique qui vise à assurer la justice sociale, conformément à la Constitution. Cette politique sociale, axée sur l'investissement dans le capital humain, déterminant pour le développement, a permis à l'Algérie d'atteindre la plupart des objectifs du Millénaire pour le développement avant l'échéance fixée. Même dans le contexte de la pandémie de COVID-19, l'indice de développement humain de l'Algérie est élevé ; en 2022, il est passé à 0,745, propulsant l'Algérie en tête du classement des pays d'Afrique du Nord. En outre, les écarts de développement entre groupes sociaux en Algérie disparaissent car une ligne de conduite donne la priorité aux zones d'ombre du pays dans les programmes nationaux.

111. Malgré les effets destructeurs de la pandémie de COVID-19, l'Algérie n'a pas changé de cap en ce qui concerne le développement social. Elle a renforcé cette approche en garantissant des aides sociales aux familles dans le besoin et en créant une allocation-chômage. Les autorités ont relevé les salaires face à l'inflation mondiale afin de préserver le pouvoir d'achat des citoyens et, dans le nouveau projet de loi de finances, 19,7 % du budget de l'État sont consacrés aux transferts sociaux.

112. Une éducation de qualité pour tous est un pilier du développement et nécessaire pour assurer un bel avenir aux enfants. L'Algérie est fière de ses réalisations dans ce domaine. Tous les enfants sont scolarisés. Plus de 5 millions de personnes ont pu obtenir un diplôme universitaire et l'enseignement universitaire a été rendu plus efficient et d'un meilleur rapport coût-efficacité. L'Algérie aide aussi d'autre pays à parvenir au développement en accueillant près de 60 000 étudiants étrangers de plus de 60 pays.

113. Le Programme de développement durable à l'horizon 2030 est le document d'orientation qui guide l'action collective menée en vue de parvenir au développement et représente le seul moyen de faire face aux défis actuels. Sans outils pour le mettre en œuvre, le

développement durable continuera d'être un simple rêve. L'Algérie invite donc les États Membres à faciliter le transfert de technologies et à trouver des solutions concrètes et durables aux problèmes qui entravent le développement, afin de ne laisser personne de côté.

114. **M. Salas de los Rios** (Pérou) dit que les effets négatifs des crises telles que la pandémie de COVID-19, les changements climatiques, l'inflation et l'augmentation des prix de l'énergie et des denrées alimentaires ont freiné les progrès collectifs vers la réalisation des objectifs de développement durable et érodé les résultats déjà obtenus. Les groupes vulnérables, notamment les pauvres, les peuples autochtones, les femmes, les personnes en situation de handicap, les personnes âgées, les garçons, les filles et les adolescentes et adolescentes, ont souffert le plus des effets des crises mondiales. La pauvreté les empêche de jouir pleinement et réellement de leurs droits civils, politiques, économiques, sociaux, environnementaux et culturels. Menace latente pesant sur la cohésion sociale et démocratie, la pauvreté constitue le plus grand défi auquel le monde doit faire face et le principal obstacle entravant le développement durable pour tous. Tous les États Membres doivent œuvrer de concert pour revenir à la voie qui permettra de réduire les inégalités, d'éliminer la pauvreté et la faim, de mettre en place des systèmes éducatifs et systèmes de santé inclusifs et de qualité, de garantir des emplois décents et de promouvoir la paix et la justice. Ce n'est qu'en étant uni que le monde peut parvenir au développement pour tous ses citoyens, sans distinction ni discrimination.

115. Les engagements pris lors du Sommet mondial pour le développement social et les objectifs de développement durable cadrent avec les politiques de lutte contre la pauvreté et de promotion de l'inclusion sociale menées par le Gouvernement péruvien. La Vision 2050 du Pérou reflète les aspirations de la population péruvienne, donne des orientations sur l'amélioration continue des politiques publiques afin que chacun puisse mener une vie dans la dignité, en assurant le bien-être, la justice et la sécurité pour tous, sans inégalités d'accès à des services publics universels de qualité, au moyen d'un développement social et économique inclusif et durable. La croissance économique associée à une solide politique économique permet de disposer des ressources nécessaires pour maintenir ces politiques.

116. **M. Hamid** (Maldives) dit que, pour s'attaquer à tous les aspects de problèmes tels que la pandémie de COVID-19, les conflits armés, l'incertitude économique, l'insécurité alimentaire et les changements climatiques, la communauté internationale doit réaffirmer son engagement en faveur de la protection et

de la promotion des droits humains universels et des libertés fondamentales.

117. Le pire de la pandémie est passé, ce qui offre la possibilité de repenser les politiques de relèvement afin de promouvoir la participation des femmes et des hommes. Les Maldives ont toujours été déterminées à parvenir à l'égalité femmes-hommes dans tous les domaines de la vie. Le Parlement a adopté la loi sur l'égalité des sexes en 2016 et a modifié la loi sur la décentralisation en 2019 en vue d'établir un quota de sièges réservés aux femmes dans les élections aux conseils locaux. Les femmes et les enfants souffrent le plus des effets des changements climatiques, qui les touchent de manière disproportionnée. Comme les femmes ne participent pas autant que les hommes à la prise de décisions et au marché du travail, les inégalités se creusent et, souvent, les femmes ne peuvent pas contribuer pleinement à la planification et à l'élaboration des politiques relatives au climat. Sans représentation adéquate des femmes aux postes de décision, il existe un risque que les besoins de près de la moitié de la population ne soient pas bien pris en compte dans les lois, les politiques, les budgets et les interventions liées aux conflits.

118. Le Gouvernement maldivien est déterminé à assurer à tous une éducation équitable, inclusive et de qualité, conformément à l'objectif de développement durable n° 4. Ses politiques d'éducation inclusive offrent les mêmes chances aux filles et aux garçons, de l'enseignement préscolaire au second cycle de l'enseignement secondaire. Le nombre d'étudiants inscrits à l'université a augmenté depuis que la gratuité de l'éducation a été étendue au premier cycle de l'enseignement supérieur.

119. La moitié de la population maldivienne est âgée de moins de 35 ans. Le projet de loi relatif à la jeunesse en cours d'élaboration vise à élargir l'accès des jeunes aux soins de santé, à l'emploi, aux débouchés économiques et à l'éducation. Il est essentiel d'avoir des échanges dynamiques avec les jeunes pour élaborer les décisions et les politiques, favoriser le progrès social et susciter le changement politique. L'adhésion des jeunes sera plus facilement obtenue si leurs vues et préoccupations sont entendues.

120. **M^{me} Niamba Congo** (Burkina Faso) dit que, dans le contexte actuel, marqué par la pandémie de COVID-19 et aggravé par les crises sécuritaires, humanitaires ainsi que les changements climatiques, la communauté internationale a, une fois de plus, l'opportunité de réaffirmer son engagement en faveur de la protection et de la promotion des jeunes, des personnes âgées, des personnes handicapées et de la famille.

121. La crise sécuritaire qui secoue le Burkina Faso a occasionné une crise humanitaire sans précédent marquée par des mouvements massifs de populations. Le Gouvernement burkinabé donne actuellement sa forme définitive à la feuille de route de la transition, mettant un accent particulier sur les questions sociales et humanitaires. Des initiatives sont prises afin de réduire les inégalités dans les offres de service publiques, de promouvoir l'accès universel aux services de santé et d'élaborer de nouvelles réformes en vue d'assurer la gratuité des soins au profit des personnes vulnérables, des femmes enceintes et des enfants de moins de 5 ans. Afin de lutter contre l'insécurité alimentaire, une politique sectorielle production agro-sylvo-pastorale 2018-2027, une politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle et un plan de réponse et de soutien aux populations vulnérables à l'insécurité alimentaire et à la malnutrition ont été adoptés.

122. Les jeunes et les femmes constituent la frange la plus importante de la population au Burkina Faso. Le Gouvernement burkinabé prend des mesures pour lutter contre la pauvreté, le chômage et le sous-emploi chez les jeunes et les femmes, leur faible accès à une éducation, à une formation professionnelle de qualité, aux services de santé, à la protection sociale et aux technologies de l'information et des communications, leur faible participation à la prise de décisions, les violences à l'égard des femmes et des filles, notamment les mariages précoces ou forcés. Plusieurs fonds ont été mis en place en vue de financer, à des taux préférentiels, les activités des populations à faibles revenus. Ils visent à promouvoir l'emploi, les initiatives des jeunes et les activités rémunératrices des femmes. Des centres de prise en charge des victimes de violences ont été créés, un numéro vert de dénonciation des cas de violences basées sur le genre a été mis en service et un protocole de prise en charge psychosociale des survivants de violences basées sur le genre a été mis en œuvre.

123. Au regard aux nombreuses difficultés auxquelles les personnes âgées et les personnes handicapées sont confrontées, le Gouvernement burkinabé a entrepris des actions en faveur du renforcement du cadre juridique et institutionnel du pays. Cependant, les personnes âgées et les personnes handicapées restent encore vulnérables et connaissent souvent des violations de leurs droits fondamentaux, notamment le droit à la protection contre toutes les situations ou les pratiques à même de compromettre leur intégrité physique ou morale, leur santé et leur épanouissement.

124. **M^{me} Ahmad** (Émirats arabes unis), s'exprimant en qualité de déléguée de la jeunesse, dit que son pays, où plus de 200 nationalités, religions et ethnies sont

représentées, est fermement déterminé à assurer le développement social et à améliorer la qualité de vie de ses habitants. Les Émirats arabes unis ont adopté des lois et lancé des initiatives au service de tous les groupes de la société, en particulier les jeunes, les personnes âgées et les personnes en situation de handicap.

125. Les Émirats arabes unis accordent une très grande importance aux jeunes et savent pouvoir compter sur eux pour représenter le pays aux niveaux régional et international. Le programme des délégués de la jeunesse est un excellent moyen de promouvoir la participation des jeunes à la prise de décisions à l'échelle internationale. Au niveau national, l'Office fédéral de la jeunesse a été créé en 2018 afin de donner aux jeunes les moyens d'agir. En outre, le Conseil de la jeunesse des Émirats propose des avis et des recommandations aux institutions des secteurs privé et public et s'emploie, en collaboration directe avec le cabinet du Premier Ministre, à examiner les politiques gouvernementales, à élaborer des stratégies pour la jeunesse et à solliciter les vues des jeunes sur les sujets qui les concernent.

126. **M. Al Saqqaf** (Émirats arabes unis) dit que le Gouvernement émirien attache une grande importance aux personnes de tout âge. Aux Émirats arabes unis, les personnes âgées sont appelées les « séniors » par respect pour leurs efforts au service de la nation. En octobre 2018, les Émirats arabes unis ont mis en place une politique à leur intention en vue de les aider à améliorer leur niveau de vie et de veiller à ce qu'ils fassent partie du tissu social du pays.

127. Les Émirats arabes unis se soucient de protéger les droits sociaux des personnes en situation de handicap, dénommées dans le pays « personnes déterminées ». L'État a promulgué des lois conformes aux meilleures pratiques internationales et aux plus hautes valeurs de la société émirienne fondées sur l'avancement de la personne et l'investissement dans les êtres humains. En 2017, le Gouvernement a lancé une politique nationale visant à donner plus de moyens aux personnes en situation de handicap concernant la santé, la réadaptation, l'éducation, la formation professionnelle, la protection sociale, la culture, le sport et la promotion de la famille. En 2018, l'État a établi un système national de classification des handicaps pour les personnes en situation de handicap et, pendant la pandémie, il a publié un manuel afin de veiller à ce qu'elles aient accès à des services chez elles, à distance.

La séance est levée à 18 heures.